

**DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE
DE FORT-de-FRANCE**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Acheteur
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

Direction d'infrastructure de la défense de Fort de France
Morne Desaix – BP 614 – 97261 FORT de France Cedex

OBJET DU MARCHÉ

Forces Armées au Antilles (FAA) (971-972) – Prestations d'Exploitation et Maintenance

SOMMAIRE

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 PROCEDURE	4
1.1.1 Lots	4
1.1.2 L'accord-cadre est conclu avec des montants annuels HT.....	4
1.2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
1.3 DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
1.3.1 Le marché s'exécute de deux façons distinctes :	5
1.3.2 Tranches	5
1.4 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
1.5 PERIODE DE PRISE EN CHARGE	5
1.6 PERIODE DE REVERSIBILITE.....	6
1.7 PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE	6
1.7.1 Dispositions applicables concernant la sécurité et la protection du secret – marché sensible.....	6
1.7.2 Restrictions diverses	6
1.7.3 Contrôle nominatif.....	7
1.7.4 Contrôle des accès.....	7
1.7.5 Horaires de travail	7
2. INTERVENANTS	7
2.1 L'ACHETEUR	7
2.2 LE TITULAIRE.....	7
2.3 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE.....	8
2.4 FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.....	8
3. MODALITE D'EXECUTION DU MARCHE	8
3.1 GENERALITES.....	8
3.2 BONS DE COMMANDE	8
3.3 MAINTENANCE PREVENTIVE.....	9
3.4 MAINTENANCE CORRECTIVE.....	9
3.5 EXCLUSIVITE	9
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	9
4.1 PIECES PARTICULIERES	9
4.2 LANGUE.....	10
4.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	10
5. DISPOSITIONS FINANCIERES	10
5.1 FORME DES PRIX.....	10
5.2 PERIODICITE DE FACTURATION.....	10
5.2.1 Les prestations forfaitaires	10
5.2.2 Les prestations unitaires.....	10
5.3 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	10
5.3.1 Mentions obligatoires de la facture.....	10
5.3.2 Transmission de la facture.....	11
5.3.3 Acceptation de la demande de paiement par le représentant de l'acheteur	11
5.4 VARIATIONS DE PRIX.....	11
5.4.1 Type de variation des prix.....	11
5.4.2 Mois d'établissement des prix	11
5.4.3 Choix des index de référence	11
5.4.4 Modalités de variation des prix	12
5.4.5 Calcul de la variation de prix	13
5.4.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée	13
5.5 COEFFICIENT K.....	13
5.6 CLAUSE DE REEXAMEN	13

6. AVANCE.....	13
6.1 MODALITES DE CALCUL DE L'AVANCE	14
6.2 MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE	14
6.3 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	14
6.4 L'AVANCE VERSEE AUX SOUS-TRAITANTS	14
6.4.1 <i>Calcul du montant de l'avance</i>	14
6.4.2 <i>Versement de l'avance</i>	15
6.5 PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	15
6.5.1 <i>Groupement : Paiement des membres du groupement</i>	15
6.5.2 <i>Paiement des sous-traitants</i>	15
6.5.3 <i>Délégation de paiement (sous-traitance indirecte)</i>	15
6.5.4 <i>Modalités de paiement des sous-traitants admis au paiement direct</i>	16
7. PENALITES	16
7.1 RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS PREVUS AU CCTP	17
7.2 PENALITES APPLICABLES EN PERIODE D'EXECUTION :	17
7.3 PENALITE EN CAS DE NON-RESPECT DES CRITERES CRITIQUE DES BATIMENTS/INSTALLATIONS.....	17
7.4 DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC APROVALL.COM (EN REMPLACEMENT DE E-ATTESTATIONS.COM)	18
7.4.1 <i>Obligations d'informations relatives au titulaire</i>	18
7.4.2 <i>Protection de la main d'œuvre et conditions de travail</i>	18
8. UTILISATION DES RESULTATS	19
9. OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION DES PRESTATIONS	19
9.1 OPERATIONS DE VERIFICATION	19
9.2 ADMISSION DES PRESTATIONS	19
10. CERTIFICAT DE LA BONNE EXECUTION DU MARCHE (CBEM)	20
11. RESILIATION	20
11.1 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	20
11.2 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	20
12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	20

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Procédure

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure d'Appel d'Offres Ouvert conformément aux disposition des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 R. 2161-2 à 5, R. 2162-1 à 6 et R. 2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique (CCP).

1.1.1 Lots

Le marché est composé de 8 lot(s) définis ci-après. Chaque lot fait l'objet d'un marché distinct.

- Lot n° 1 : Eau – Martinique
- Lot n° 2 : Sécurité – Martinique
- Lot n° 3 : Climatisation – Martinique
- Lot n° 4 : Séparateur hydrocarbures – Martinique
- Lot n° 5 : Eau – Guadeloupe
- Lot n° 6 : Sécurité – Guadeloupe
- Lot n° 7 : Climatisation – Guadeloupe
- Lot n° 8 : SOS Dépannage (DAT) – Guadeloupe

1.1.2 L'accord-cadre est conclu avec des montants annuels HT

- Lot n° 1 : Eau – Martinique
Montant mini à engager : Montant total des prestations forfaitaires
Montant maxi : 1 500 000 € HT
- Lot n° 2 : Sécurité – Martinique
Montant mini à engager : Montant total des prestations forfaitaires
Montant maxi : 500 000 € HT
- Lot n° 3 : Climatisation – Martinique
Montant mini à engager : Montant total des prestations forfaitaires
Montant maxi : 1 500 000 € HT
- Lot n° 4 : Séparateur hydrocarbures – Martinique
Montant mini à engager : Montant total des prestations forfaitaires
Montant maxi : 120 000 € HT
- Lot n° 5 : Eau – Guadeloupe
Montant mini à engager : Montant total des prestations forfaitaires
Montant maxi : 180 000 € HT
- Lot n° 6 : Sécurité – Guadeloupe
Montant mini à engager : Montant total des prestations forfaitaires
Montant maxi : 90 000 € HT
- Lot n° 7 : Climatisation – Guadeloupe
Montant mini à engager : Montant total des prestations forfaitaires
Montant maxi : 225 000 € HT
- Lot n° 8 : SOS Dépannage (DAT) – Guadeloupe
Montant mini à engager : Montant total des prestations forfaitaires
Montant maxi : 300 000 € HT

1.2 Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations de maintien en condition, la maintenance préventive et corrective de niveau 1, 2, 3, 4 avec possibilité, sur décision du pouvoir adjudicateur (P.A.) d'un niveau 5 au sens de la norme NF X 60-000 du 16 avril 2016, des installations avec obligation de résultats.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les différents sites des Force Armées au Antilles des départements Martinique (972) et Guadeloupe (971).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.3 Décomposition de l'accord-cadre

1.3.1 Le marché s'exécute de deux façons distinctes :

- Une partie forfaitaire pour les opérations de maintenance :
 - o préventive
 - o corrective
- Une partie par l'émission de bons de commande pour les prestations ne rentrant pas dans le cadre des opérations forfaitaires curatives avec l'application d'une franchise

1.3.2 Tranches

Sans objet

1.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre est conclu une première période allant de sa date de notification jusqu'au 31 décembre et reconductible tacitement dans la limite de quatre (4) fois.

Les périodes contractuelles sont réparties ainsi :

1 ^{ère} période contractuelle	De la date de notification au 31/12 de l'année N
2 ^{ème} période contractuelle	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre de l'année N+1
3 ^{ème} période contractuelle	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre de l'année N+2
4 ^{ème} période contractuelle	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre de l'année N+3
Dernière période contractuelle	Du 1 ^{er} janvier de l'année N+4 à la date anniversaire de notification

Il est possible d'émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande notifiés pendant cette période sont exécutés jusqu'à leur terme. L'exécution des prestations, objet de chaque bon de commande, peut être postérieure à la date de fin de marché.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction, la décision du représentant du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire au moins trois mois avant la fin de la période en cours.

En cas d'absence de reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

1.5 Période de prise en charge

La notification de l'accord-cadre vaut début d'exécution de la période de prise en charge décrite au VIII.2 du CCTP-DG.

1.6 Période de réversibilité

La démarche de réversibilité est une obligation fondamentale du titulaire afin de garantir à l'acheteur la maîtrise de son patrimoine.

En fin de marché, la période de réversibilité d'une durée de trois mois, s'effectue dans les conditions prévues au CCTP.

Au terme, ou en cas de résiliation du marché pour quelque motif que ce soit, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assumer cette tâche dans les délais impartis tout en continuant à assumer les prestations dont il a la charge.

1.7 Prestations intéressant la Défense – Mesures de sécurité

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/FCS et de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Le présent marché est un marché dit **SENSIBLE**.

1.7.1 Dispositions applicables concernant la sécurité et la protection du secret – marché sensible

Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter des travaux. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire s'engage :

- à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des travaux.
- à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des travaux.
- à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

1.7.2 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution de l'accord-cadre, ou pour toute autre cause. Pour des raisons de sécurité, le titulaire n'est pas autorisé à communiquer sur les travaux objet du présent marché. En particulier, l'utilisation d'éléments graphiques (photos, plans, etc.) pour présenter des références professionnelles est proscrite.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

1.7.3 Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel qui réalise les prestations est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D.1221-23 du Code du travail, l'acheteur exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est interdit d'accès.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie pour la réalisation des prestations est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.7.4 Contrôle des accès

Le titulaire se conformera strictement aux règles de contrôle d'accès qui pourraient être imposées selon le ou les sites concernés.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur le point suivant :

- Conformément à l'article 413-5 du code pénal, l'autorisation de pénétrer dans une zone protégée est donnée par le chef de l'emprise selon les directives et sous le contrôle du ministère ayant déterminé le besoin de protection.

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants éventuels devront être munis d'un laissez-passer remis durant la période de prise en compte, comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers.

Les laissez-passer seront à restituer dès la fin du contrat.

1.7.5 Horaires de travail

Les horaires d'intervention de maintenance préventive sont :

- De 6 H 30 à 17 H 00 les lundis et mardis
- De 6 H 30 à 13 H 00 les mercredis, jeudis et vendredis.

2. INTERVENANTS

2.1 L'acheteur

L'acheteur est :

L'État - Ministère des Armées

Monsieur le directeur de la Direction d'Infrastructure de la Défense de Fort de France.

2.2 Le titulaire

Dès la notification du présent accord-cadre, le titulaire désigne la ou les personne(s) physique(s) qui réaliseront les prestations. L'expérience et les compétences minimales de ces personnes sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la ou des personne(s) nommément désignée(s) pour en assurer la conduite, leur remplacement éventuel sera soumis à l'approbation de l'acheteur.

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Il propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes dans un délai de 15 jours maximum. Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par l'acheteur de cette indisponibilité, notifiée par courrier électronique, dont la date d'envoi fait foi, et par LRAR dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

L'acheteur peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Dans ce cas, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

2.3 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le Pouvoir Adjudicateur **impose aux titulaires et sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subclic.com/>).

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article B3 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

2.4 Formes des notifications et informations

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception conformément à l'article 3.1.1 du CCAG/FCS se fait via la plateforme PLACE.

3. MODALITE D'EXECUTION DU MARCHE

3.1 Généralités

Les prestations définies au CCTP doivent être effectuées par du personnel qualifié.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat qui consiste à respecter les prescriptions du CCTP et à maintenir en parfait état de fonctionnement l'ensemble des installations concernées par les prestations.

3.2 Bons de commande

Chaque demande de prestations fait l'objet d'un bon de commande envoyé par télécopie ou courriel par l'acheteur. Les bons de commande sont écrits, signés, datés et numérotés. En cas de groupement, la part de chaque cotraitant est précisée sur chaque bon de commande.

Le bon de commande peut être établi sur la base d'un devis du titulaire, à partir des prix du BPU. Après envoi de la demande de devis par le représentant de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour transmettre son devis.

Le bon de commande est assorti, pour valoir pièce contractuelle, de la proposition technique et financière acceptée par la personne publique, et précise notamment :

- la référence du marché ;
- le lieu d'exécution ;
- l'objet et la description de la prestation ;
- les documents à fournir après exécution ainsi que les modalités de leur remise ;
- l'identité du représentant de l'acheteur ;
- la date de début d'exécution des prestations, si elle est connue par le représentant de l'acheteur ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- le montant de la prestation avec décomposition ;

- éventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement, acceptés par le représentant de l'acheteur.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

3.3 Maintenance préventive

Les opérations de maintenance préventive sont exécutées dans le cadre d'un forfait selon les conditions prévues au CCTP. La durée de chaque intervention doit permettre l'exécution correcte de toutes les prestations décrites dans le CCTP.

En cas de retard d'intervention, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 8 du présent CCAP. Si l'une des deux parties se voit contrainte de déplacer une visite, elle en informe l'autre partie au minimum deux jours ouvrables avant la date prévue. Une nouvelle date est alors fixée par les parties.

3.4 Maintenance corrective

La mise en œuvre de la maintenance corrective est exécutée dans les conditions prévues au CCTP.

Les demandes d'intervention se font soit sur simple appel téléphonique, confirmé par télécopie ou courriel, en concertation avec le titulaire.

Les interventions sont réalisées dans les délais prescrits dans le CCTP.

3.5 Exclusivité

L'acheteur s'engage à avoir exclusivement recours au présent accord-cadre en ce qui concerne les prestations couvertes par les prix forfaitaires.

L'exclusivité ne porte pas sur les prestations identifiées au BPU ou celles faisant l'objet de l'application du coefficient K peines et soins. L'acheteur se réservant le droit de faire réaliser lesdites prestations par un autre opérateur économique, sans préjudice et indemnités pour le titulaire.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

4.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles qui constituent le présent accord-cadre sont indiquées ci-après par ordre de priorité décroissant. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles. L'exemplaire original de ces pièces est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi

- **L'acte d'engagement** (formulaire ATTRI) et ses annexes éventuelles indiquant la nature et le montant des prestations données en sous-traitance établis postérieurement à la notification de l'accord-cadre
- La **décomposition de prix forfaitaire** (DPGF), le **bordereau de prix unitaire** (BPU)
- Le **cahier des clauses administratives et particulières** (CCAP) et ses annexes :
- Le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) et ses annexes
- Le **Cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
- Le mémoire du titulaire

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point de l'accord-cadre.

4.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire aux représentants de l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur, l'USID, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution de l'accord-cadre s'effectue en français.

4.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique de l'accord-cadre. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant l'accord-cadre et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

5. DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 Forme des prix

L'accord-cadre comprend des prestations à prix forfaitaires et unitaires.

5.2 Périodicité de facturation

5.2.1 Les prestations forfaitaires

Les prestations de maintenance préventive et corrective sont à facturation mensuelle pour tous les lots SAUF le lot n° 4 dont la facturation est semestrielle.

5.2.2 Les prestations unitaires

Les prestations unitaires faisant l'objet de bons de commandes sont facturées après admission des prestations.

5.3 Modalités de règlement des prestations

5.3.1 Mentions obligatoires de la facture

La demande de paiement précise :

- la date de la demande de paiement
- la **référence de l'engagement juridique** (n° d'EJ) de l'accord-cadre indiqué dans la lettre de notification pour la part forfaitaire ou le **n° d'EJ mentionné sur le bon de commande**
- le **code du Service Exécutant (code SE)** suivant : D04114W972
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre
 - o hors TVA
 - o et TTC, en les distinguant, le cas échéant, le taux applicable
- le cas échéant, le montant des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG/FCS
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant (HT et TTC) des prestations effectuées par l'opérateur économique
- en cas de sous-traitance, pour chaque sous-traitant, la nature et le montant (HT et TTC) des prestations exécutées par le sous-traitant et le cas échéant le montant (HT et TTC) des variations de prix
- pour chaque fournisseur (titulaire, co-traitant, sous-traitant) : le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN est indiqué.

5.3.2 Transmission de la facture

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante :



Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

La dématérialisation des demandes de paiement est obligatoire depuis 2017.

5.3.3 Acceptation de la demande de paiement par le représentant de l'acheteur

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, le représentant de l'acheteur établit le constat de service fait partiel en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, à la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, à la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant de l'acheteur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

5.4 Variations de prix

5.4.1 Type de variation des prix

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

5.4.2 Mois d'établissement des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres indiqué dans les documents de la consultation.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

5.4.3 Choix des index de référence

Les index de référence (I), choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, sont :

Lots n° 1 et 5 : Eau

Index	n° identification	Intitulé de l'index
ICHT-Rev - EADD	001565187	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 section E) - Base 100 en décembre 2008

Lots n° 2 et 6 : Sécurité

Index	n° identification	Intitulé de l'index
ICHT-Rev - SST	001565195	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008

Lots n° 3 et 7 : Climatisation

Index	n° identification	Intitulé de l'index
ICHT-Rev - EGVAc	001565186	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Électricité, gaz, vapeur, air conditionné (NAF rév. 2 section D) - Base 100 en décembre 2008

Lot n° 4 : Séparateur hydrocarbures

Index	n° identification	Intitulé de l'index
ICHT-Rev - SST	001565195	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008

Lot n° 8 : SOS Dépannage

Index	n° identification	Intitulé de l'index
ICHT-Rev - IME	001565183	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008

Les index sont publiés sur les sites suivant : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>.

5.4.4 Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des prix révisés est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + [0,85 \times I_1 / I_0]$$

dans laquelle :

I_0 est la valeur de l'indice pour le mois zéro déterminé au 5.3.2

I_1 est les valeurs prises par l'index de référence I de la partie technique concernée au 4^{ème} mois qui précède la date de reconduction.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

Les méthodologies appliquées pour l'arrondi du coefficient de révision et le prix révisé sont les suivantes :

Coefficient :

- le coefficient de révision comporte trois décimales ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Prix révisé :

- le prix révisé est arrondi à deux décimales ;
- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

5.4.5 Calcul de la variation de prix

La révision de prix est calculée par l'acheteur un mois avant la période de reconduction considérée.

Les derniers indices publiés à cette date sont considérés comme définitifs.

Les révisions de prix sont applicables aux bons de commandes émis après la date de notification des prix révisés.

5.4.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

5.5 Coefficient K

Le coefficient K est appliqué aux prestations unitaires non comprises dans la prestation forfaitaire pour ajuster leurs coûts en fonction des charges, des frais, des marges pour risques et bénéfices, ainsi que des variations économiques.

Ce coefficient est ferme pour toute la durée du marché.

5.6 Clause de réexamen

Par dérogation à l'article 25 du CCAG/FCS, s'il est constaté pendant la période de prise en charge un écart entre la répartition en pourcentage figurant à l'article VIII.4 du CCTP DG et la réalité, le titulaire est tenu de demander dans le mois suivant la fin de période de prise en charge qu'il soit procédé à des constatations contradictoires avec l'acheteur.

En cas d'accord le montant de la ligne de la DPGF intitulée Exploitation - Maintenance corrective pourra être réévaluer suivant l'application du coefficient :

Coefficient de réévaluation = $0,5 + 0,5 \times (\% \text{ réellement constaté Etat 1} / \% \text{ initial Etat 1})$

Les modifications ainsi obtenues sont prises en compte par la rédaction d'un avenant qui fixe le nouveau montant de la prestation forfaitaire de maintenance corrective.

Cette disposition s'applique uniquement aux lots n° 1 à n° 4.

6. AVANCE

Pour les prestations forfaitaires, une avance est versée au titulaire à la notification de l'accord-cadre dans les conditions de l'article R. 2191-3, R. 2191-7 et R. 2191-15 du code de la commande publique.

Les articles R. 2191-16 ou 17 s'appliquent pour le versement de l'avance relative aux bons de commande.

Le titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance. Il indique à la rubrique B4 de l'acte d'engagement s'il renonce ou non au bénéfice de l'avance. En cochant la case « OUI », le titulaire refuse le versement de l'avance. En cochant la case « NON », le titulaire accepte le versement de l'avance.

6.1 Modalités de calcul de l'avance

En application de l'article R. 2191-7 du CCP, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises de l'accord-cadre si la durée de l'accord-cadre est inférieure ou égale à douze mois ou d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de l'accord-cadre divisé par sa durée exprimée en mois si la durée de l'accord-cadre est supérieure à douze mois.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2151-13, le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises de l'accord-cadre si la durée de l'accord-cadre est inférieure ou égale à douze mois ou d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de l'accord-cadre divisé par sa durée exprimée en mois si la durée de l'accord-cadre est supérieure à douze mois.

En application de l'article R. 2191-8, l'acheteur peut porter le taux de l'avance au-delà de 30 %. Dans ce cas, le versement est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie peut porter sur tout ou partie de l'avance.

6.2 Modalités de versement de l'avance

Conformément à l'article R. 2192-24 du CCP, le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de 30 jours à compter de la date :

- de notification du marché pour la part forfaitaire ;
- de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations des bons de commande qui remplissent les conditions prévues aux articles R. 2191-16 ou 17 du CCP.

6.3 Remboursement de l'avance

L'avance ne constitue pas un paiement définitif par l'acheteur.

En application de l'article R. 2191-11 du CCP, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute :

- pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant TTC du marché, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché ;
- pour les avances supérieures à 30 % du montant TTC du marché, à la première demande de paiement.

En application de l'article R. 2193-21 du CCP, si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sur la totalité du montant du marché, sous-traite une part de ce marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement anticipé d'une partie de l'avance perçue sur la totalité du marché par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial (DC4), sans le respect de la règle de l'avancement de 65% d'exécution des travaux.

6.4 L'avance versée aux sous-traitants

Dès lors que le marché prévoit le versement d'une avance, les sous-traitants agréés bénéficiant du paiement direct sont également en droit d'en bénéficier sur leur demande.

Le renoncement au bénéfice de l'avance par le titulaire de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à ce que ses sous-traitants en obtiennent le versement.

6.4.1 Calcul du montant de l'avance

Dès lors qu'un sous-traitant demande le paiement d'une avance, le versement de celle-ci a une incidence sur le montant de l'avance du titulaire.

L'assiette de l'avance du titulaire constitue le montant des prestations qu'il exécute en propre ainsi que le montant des prestations sous-traitées mais qui ne font pas l'objet d'un paiement direct. Elle ne comprend en revanche pas le montant des prestations sous-traitées qui font l'objet d'un paiement direct.

Pour le sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct l'assiette de l'avance correspond au montant des prestations qui lui sont sous-traitées, telles qu'elles figurent dans l'acte spécial de sous-traitance

En cas d'agrément des sous-traitants antérieurement à la notification de l'accord-cadre, les sommes versées aux sous-traitants à titre d'avance sont déduites de l'assiette servant de base de calcul à l'avance du titulaire.

Si le titulaire qui a perçu l'avance, sous-traite une part de l'accord-cadre postérieurement à sa notification, la fraction de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées doit être remboursé, alors même que le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas en bénéficier. Le remboursement par le titulaire s'impute alors sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

6.4.2 Versement de l'avance

Le versement de l'avance intervient dans le délai global de trente jours compté à partir de la date de notification de l'acte de sous-traitance. Le sous-traitant veille à indiquer sur ce dernier, s'il refuse ou non le versement de l'avance. Par défaut il est réputé y renoncer.

Le montant de l'avance n'est ni révisé ni actualisé.

Modalité de récupération de l'avance.

La récupération de l'avance se fait suivant les mêmes modalités que pour le titulaire.

L'avance ne constitue pas un paiement définitif. Elle s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les conditions suivantes :

- Dans le cas de paiements fractionnés, la récupération s'opère dès la première facture mensuelle. Elle est calculée au prorata de la durée des travaux à exécuter.
- Dans le cas de paiement unique, la récupération de l'avance s'opère sur le montant de la facture.

6.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

6.5.1 Groupement : Paiement des membres du groupement

La facture remise par le mandataire vaut, pour chaque membre du groupement, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

6.5.2 Paiement des sous-traitants

Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

Conformément au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, si le montant sous-traité est < à 10 % du montant HT de l'accord-cadre, le sous-traitant n'aura pas le droit au paiement direct. L'entrepreneur principal (titulaire) devra se porter garant et produire une caution personnelle et solidaire du montant sous-traité.

Si le titulaire n'est pas en mesure de délivrer la caution personnelle et solidaire exigée afin d'assurer la protection financière du sous-traité qu'il présente à l'agrément, il pourra, sous conditions ci-dessous, être réputé avoir produit la délégation de paiement prévue à l'article 14 de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance par l'intermédiaire de la demande de paiement direct figurant dans l'acte spécial de sous-traitance (DC4).

Dans ce cas, l'agrément des conditions de paiement par le RPA pourra se faire sur présentation de justifications transmis par le titulaire permettant d'évaluer l'incapacité réelle à produire une caution personnelle et solidaire.

6.5.3 Délégation de paiement (sous-traitance indirecte)

Aucune délégation de paiement n'est acceptée par le maître d'ouvrage.

Le sous-traitant de premier rang (entrepreneur principal) doit fournir une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique avant toute demande d'acceptation d'un sous-traitant de second rang et agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage. L'article 14 de la loi de 1975 relative à la sous-traitance précise que le non-respect de cette condition rend le sous-traité nul.

Le sous-traitant indirect n'a pas droit au paiement direct.

Seul le titulaire de l'accord-cadre est habilité à demander au maître d'ouvrage l'acceptation d'un sous-traitant de second rang.

6.5.4 Modalités de paiement des sous-traitants admis au paiement direct

A) Modalités de transmission

Dans les conditions fixées aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique, les sous-traitants admis au paiement direct adressent leur demande de paiement, libellée au nom du maître d'ouvrage, au titulaire de l'accord-cadre, seul habilité à adresser les demandes de paiement audit maître d'ouvrage pour règlement.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire de l'accord-cadre.

La demande de paiement du sous-traitant est exclusivement adressée au titulaire via le portail de facturation Chorus Pro pour validation.

Pour cela, le fournisseur précise les informations suivantes permettant l'aiguillage de la facture vers les destinataires appropriés :

Onglet : « factures émises – dépôt factures » ;

Le cadre de facturation à utiliser est A9 : dépôt d'une facture par un sous-traitant ;

Le titulaire (vis-à-vis du sous-traitant) est identifié par son SIRET et sa raison sociale ;

Dans le bloc « destinataire de la facture » :

SIRET : 11000201100044 (Service de l'Etat) ;

Code service : D04114W972 ;

Dans le bloc « références » :

N° d'engagement : 10 chiffres, sans espaces, sans point, etc. c'est le numéro de l'engagement juridique (n° EJ) ;

Le fournisseur indique son numéro de facture et la date du dépôt.

B) Délais de traitement par le titulaire et modalités de validation tacite

La demande de paiement étant transmise par Chorus Pro, le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. Si la demande de paiement n'est pas prise en charge passé ce délai, elle est automatiquement redirigée vers l'administration, en vertu du principe de validation tacite.

Attestation de paiement du titulaire

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon matérialisée, le titulaire ou le co-traitant joint :

Une copie en double exemplaire de la demande de paiement du sous-traitant acceptée ou rectifiée par le titulaire/co-traitant,

Une attestation de paiement signée du titulaire/co-traitant indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et n'inclut pas la T.V.A. (cf. art 283-2 nonies du code général des impôts).

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon dématérialisée, le titulaire/co-traitant la valide ou la refuse directement dans Chorus Pro.

C) Délai global de paiement

Compte tenu du principe de responsabilité du titulaire pour l'ensemble des prestations exécutées au titre du contrat, y compris celles qu'il a sous-traitées, l'administration procède au paiement du sous-traitant dans un délai de trente jours à compter de la réception de l'accord donné par l'entrepreneur principal.

Si le titulaire de l'accord-cadre n'a donné aucune suite dans un délai de 15 jours à la demande de paiement de son sous-traitant, le point de départ du délai de paiement est la date de réception par l'administration de la demande de paiement du sous-traitant, que celui-ci a lui-même transmise.

7. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités sont calculées comme suit.

7.1 Retard dans la remise de documents prévus au CCTP

Pièces administratives (FICE, conditions d'accès, CPR, plan de prévention etc)	➤ 150 € HT par jour
Rapport de la prise en charge	➤ 500 € HT par jour
Planning des maintenances préventives	➤ 500 € HT par jour
Documents d'exploitations	➤ 200 € HT par jour et par document
Fiches d'interventions ou des rapports de maintenance	➤ 200 € HT par jour et par document
Devis	➤ 50 € HT par jour
De l'avis de passage des interventions	➤ 100 € HT par jour
Document de Réversibilité	➤ 100 € HT par jour

7.2 Pénalités applicables en période d'exécution :

Retard sur le déploiement de la GMAO et/ou de la supervision par type d'équipement	200 € HT par jour
Absence ou retard préjudiciable à une réunion programmée	500 € HT par absence
Non-respect sur l'accompagnement des contrôles réglementaires	500 € HT par jour d'absence
Réalisation des formations adaptés des exploitants	300 € HT par jour
Absence de réponse à l'appel d'astreinte	300 € par heure
Retard dans l'exécution de la prestation de maintenance corrective avec ou sans bon de commande	50 € HT par jour

7.3 Pénalité en cas de non-respect des critères CRITIQUE des bâtiments/installations

En cas de non-respect d'intervention prévus au CCTP, il sera appliqué les pénalités suivantes par intervention :

Classement des bâtiments/ installations	BATIMENTS NON CRITIQUES P2	BATIMENTS CRITIQUES P1	BATIMENTS TRES CRITIQUES P0
Retard dans l'exécution de la maintenance préventive prévu au planning	50 € HT/jour	200 € HT/jour	500 € HT/jour

Indisponibilité des bâtiments / équipements	50 € HT/jour	200 € HT/jour	50 € HT/ heure de retard
Non-respect du délai d'intervention (dépannage) HO et HNO selon le degré de criticité de l'équipement/bâtiment	100 € HT/jour de retard	300 € HT/jour de retard	50 € HT/ heure de retard
Base de calcul	Par jour entier, sur simple constatation du maître d'ouvrage ou de son représentant	Par jour entier, sur simple constatation du maître d'ouvrage ou de son représentant	Par heure, toute heure commencée étant due, sur constatation du maître d'ouvrage ou de son représentant.

7.4 Dispositif de vigilance avec aprovall.com (en remplacement de e-attestations.com)

7.4.1 Obligations d'informations relatives au titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à la raison sociale et à l'adresse du siège ;
- le capital social ou ses détenteurs ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

7.4.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est tenu au respect des lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage, tous les six (6) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, soit :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six (6) mois ;
- son numéro unique d'identification conformément à l'article R 2143-9 du CCP ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnées à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/>

La plateforme sécurisée aprovall (en remplacement de e-attestation) permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connecté aux administrations.

e-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteur de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, etc.

Aussi le candidat n'aura qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « e-Attestations » les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « aprovall » un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n° 574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ses documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 10.2 du présent CCAP.

8. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du CHAPITRE 6 du CCAG/FCS sur la PROPRIETE INTELLECTUELLE

9. OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION DES PRESTATIONS

9.1 Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le titulaire **peut** être convoqué en vue d'assister aux opérations de vérification.

9.2 Admission des prestations

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

En cas de réfaction, ajournement ou rejet des prestations, les décisions prises sont motivées et notifiées au titulaire.

10. CERTIFICAT DE LA BONNE EXECUTION DU MARCHE (CBEM)

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La délivrance du certificat doit être réalisée dans les 18 mois suivant la fin d'exécution du marché ou des bons de commande exécutés au titre de l'accord-cadre.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire ; ...

11. RESILIATION

11.1 Arrêt de l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, l'acheteur peut décider, au terme de chacune des parties techniques décrites au CCTP de chaque lot considéré, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation de l'accord-cadre.

11.2 Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, le représentant de l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- L'article 4.1 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS
- L'article 4.3 du présent CCAP déroge à l'article 4.2 du CCAG/FCS
- L'article 5.3.3 du présent CCAP déroge à l'article 11.6 du CCAG/FCS
- L'article 5.4.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS
- L'article 5.6 du présent CCAP déroge à l'article 25 du CCAG/FCS
- L'article 7 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS
- L'article 9.1 du présent CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG/FCS
- L'article 11.1 du présent CCAP déroge à l'article 38 du CCAG/FCS